

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

Togo, France et autres Pays d'expression Française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
Prix du numéro		
Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		
Par porteur ou par poste :		
Togo, France et autres Pays		
d'expression française 90 frs		
Etranger : Port en sus.		

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891
Téléphone : 37-18 — LOME.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.
Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs

Direction, Rédaction et Administration :
Cabinet du Président de la République
Téléphone : 27-01 — LOME

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1964

30 décembre — Décret n° 64-191 portant nomination du substitut du procureur de la République.. 95

30 décembre — Décret n° 64-192 retirant la concession de production et de distribution d'Energie Electrique dans le périmètre urbain de Lomé dans celui d'Anécho et dans toutes les agglomérations situées sur le parcours des lignes prévues entre Lomé et Zébé d'une part, Lomé et Agouévé d'autre part 95

31 décembre — Décret n° 64-193 relatif aux conditions d'abattage des palmiers à huile 95

1965

6 janvier — Décret n° 65-2 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat des palmistes et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour la récolte 1965 96

6 janvier — Décret n° 65-3 fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton de la récolte 1964-65 96

15 janvier — Décret n° 65-7 portant nomination du président du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé 97

15 janvier — Décret n° 65-8 portant nomination dans la Magistrature togolaise 97

1965

4 janvier — Arrêté n° 1/PR/MSP autorisant l'ouverture d'un dépôt de médicaments à Aklakou (circonscription d'Anécho) 98

6 janvier — Arrêté n° 2/PR chargeant le ministre de l'Intérieur de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre de la Santé Publique 98

12 janvier — Arrêté n° 4/PR/MSP ordonnant transfert de dépôt de médicaments 98

13 janvier — Arrêté n° 7/PR/INT ordonnant le recensement de la population de certains cantons de la circonscription administrative de Pagouda 97

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté et décisions portant intégrations, nomination, octroi d'un secours après décès et imputation au service des circonstances ayant occasionné la mort du gendarme Kolani Mithem 98

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

1964

29 décembre — Arrêté n° 597/VP/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Barboza William 100

29 décembre — Arrêté n° 598/VP/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gota Toudji Kossi Joseph 100

1965

5 janvier — Arrêté n° 1/VP/MFEP/MF/CR portant révision de la pension de veuve et d'orphelins de M. Adjé Kokou François 100

5 janvier — Arrêté n° 2/VP/MFEP/MF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Amouzou Daniel 101

5 janvier — Arrêté n° 3/VP/MFEP/MF/CR accordant majoration pour famille nombreuse à Mme veuve Doe-Bruce Adjélé Lydia (née Lassey) 101

5 janvier — Décision n° 11-D/VP/MFEP/MF/F accordant un secours exceptionnel à l'« Uniao Nacional de Angola » 99

5 janvier — Décision n° 12-D/VP/MFEP/MF/F accordant une subvention à l'Association « Cercle France Outre-Mer » 100

5 janvier — Décision n° 13-D/VP/MFEP/MF/F accordant une subvention au budget de la commune de Lomé 100

5 janvier — Décision n° 14-D/VP/MFEP/MF/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du budget de la commune de Lomé 99

7 janvier — Décision n° 18-D/VP/MFEP/MF portant rattachement provisoire du service du « Matériel-Transit » à la direction des Finances 98

8 janvier — Décision n° 19-D/VP/MFEP/MF/FA portant autorisation de paiement d'une somme à M. Salami Tiamiyon, chargé de mission de la République togolaise à Lagos 99

8 janvier — Décision n° 22-D/VP/MFEP/MF/F portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de la Société Hôtelière du Tourisme Share Company à Addis-Abéba 99

8 janvier — Décision n° 23-D/MF/F fixant à titre exceptionnel le taux des frais de mission aux membres de la délégation à la 19^e session de l'ONU 99

13 janvier — Décision n° 33-D/VP/MFEP/MF/FA portant autorisation de paiement d'une somme au Dr Olympio Pedro, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en Allemagne Fédérale 99

13 janvier — Arrêté n° 4/VP/MFEP/MF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Ayivi Nicodème 101

13 janvier — Arrêté n° 5/VP/MFEP/MF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Lokossou Akossou 101

13 janvier — Arrêté n° 6/VP/MFEP/MF/CR portant concession de la pension d'orphelins de M. Simons de Fanti Egille 102

13 janvier — Arrêté n° 7/VP/MFEP/MF/CR portant concession d'allocations de veuve et d'orphelins de M. Hayibor Ayivi Peter 102

13 janvier — Arrêté n° 8/VP/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Latévi Bernard 102

13 janvier — Arrêté n° 9/VP/MFEP/MF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Akouesson Sossou Alexis 102

13 janvier — Arrêté n° 10/VP/MFEP/MF/CR portant révision de la pension de retraite de M. Akakpo Alonyo 102

13 janvier — Arrêté n° 11/VP/MFEP/MF/CR portant concession d'allocation de veuve et d'orphelin de M. Kokou Michel 103

13 janvier — Arrêté n° 12/VP/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Somavo Irénée 103

13 janvier — Arrêté n° 13/VP/MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Badjonga Koudoliga 103

Arrêtés et décisions portant nominations, mutation, engagement, autorisation d'utiliser de véhicules personnels, cessations définitives de fonctions pour limite d'âge, sanction disciplinaire, mises à pied, octroi d'indemnité, de secours après décès et approbation de rôles 103

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décision portant affectation 107

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décisions portant nomination et engagement 107

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1965

5 janvier — Arrêté interministériel n° 1/INT/MFEP/MF portant approbation du compte administratif de la circonscription de Kandé, exercice 1963 107

5 janvier — Arrêté interministériel n° 2/INT/MFEP/MF portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Kandé, exercice 1964 107

Décisions portant licenciements et constatation d'absence irrégulière 107

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1965

6 janvier — Décision n° 6-D/MTP portant formation de la commission de réception des installations, ouvrages et stocks de la Société UNELCO 107

12 janvier — Arrêté n° 1/MTP/Mines portant autorisation d'ouverture d'une auto-école à Lomé 108

Arrêté et décisions portant nominations, affectations, mutations, engagement, autorisation d'effectuer des heures supplémentaires et cessation de fonction 108

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1964

28 décembre — Décision n° 952-D/MTAS/FP/ENA portant nomination des professeurs de l'Ecole Nationale d'Administration pour l'année scolaire 1964-1965 109

Arrêtés et décisions portant intégration, titularisations, affectations, radiations, reprise de fonctions, attribution de rappel d'ancienneté pour services militaires, maintien en disponibilité et en détachement, admissions à la retraite, constatation d'absence irrégulière, additifs et rectificatifs à de précédents arrêtés et décisions portant passages automatiques d'échelon, reclassements indiciaires, régularisation de situation administrative et admission à la retraite.. 110

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1965

- 4 janvier — Arrêté n° 1/MEN portant création de l'Inspection primaire de Tsévié 113
- 12 janvier — Arrêté n° 3/MEN autorisant l'ouverture d'un cours d'adultes privé laïque au quartier Ellah (Anécho) 114
- Arrêté et décisions portant nominations, affectations, engagements, dispense des épreuves écrites du C.A.P., cessation provisoire de fonction et rectificatif à une précédente décision portant engagement 114

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

- Arrêté et décision portant nominations et affectations ... 115

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

- Arrêté portant nomination 116

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

- Décisions portant affectations et constatation d'absence irrégulière 116

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

- Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage) . 117
- Récépissés de déclaration d'associations 118
- Nécrologie 119

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 64-191 du 30-12-64 portant nomination du Substitut du Procureur de la République.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la constitution du 5 mai 1963 ;
- Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;
- Vu le décret n° 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 sus-visée ;
- Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

D E C R E T E :

Article Premier. — M. Monné Roland, magistrat du 2^e grade, 1^{er} groupe, 1^{er} échelon, mis à la disposition du Gouvernement togolais, et arrivé à Lomé le 17 novembre 1964, est nommé substitut du procureur de la République près le Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé.

Art. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 Décembre 1964.

N. Grunitzky

DECRET N° 64-192 du 30-12-64 retirant la concession de production et de distribution d'Energie Electrique dans le périmètre urbain de Lomé dans celui d'Anécho et dans toutes les agglomérations situées sur les parcours des lignes prévues entre Lomé et Zébé d'une part, Lomé et Agouévé d'autre part.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la constitution du 5 mai 1963 ;
- Vu la concession de la production et de la distribution d'énergie électrique à Lomé et à Anécho en date du 11 juin 1931 ;
- Le conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E :

Article Premier. — Conformément au protocole d'accord du 22 février 1964 entre l'Etat togolais et la Société Unelco, est retirée pour compter du 1^{er} janvier 1965, la concession de production et de distribution d'Energie Electrique accordée au Togo à la Société Unelco.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 Décembre 1964.

N. Grunitzky

DECRET N° 64-193 du 30-12-64 relatif aux conditions d'abattage des palmiers à huile.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la constitution du 5 mai 1963 ;
- Vu la loi n° 64-27 du 8 décembre 1964 supprimant la taxe d'abattage des palmiers à huile ;
- Vu le décret du 5 février 1938 sur le régime forestier et notamment ses articles 21 et 56 ;
- Sur la proposition du Ministre de l'Economie Rurale ;
- Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article Premier. — L'abattage des palmiers à huile peut être autorisé dans les conditions définies par le présent décret.

Art. 2. — Il sera procédé par les soins des services techniques du Ministère de l'Economie Rurale à la classification de zones pédologiques et climatiques dans lesquelles les palmeraies seront déclarées oléicoles ou vini-coles.

Art. 3. — En zone classée et pour les palmeraies déclarées oléicoles, l'abattage des palmiers sera soumis aux conditions suivantes :

a) lorsque le producteur dispose d'une palmeraie et, en outre, d'un terrain non planté :

— l'abattage entraînera l'obligation de replanter en palmiers sélectionnés sur le terrain libre ;

b) lorsque le producteur ne dispose que d'une palmeraie :

— l'abattage se fera obligatoirement par parcelles délimitées par les agents des services techniques et les parcelles dénudées seront obligatoirement replantées en palmiers sélectionnés.

— Dans tous les cas, les replantations se feront autant que possible en nombre égal à celui des palmiers abattus.

Art. 4. — La fourniture des palmiers sélectionnés destinés à la replantation consécutive aux abattages autorisés sera assurée dans des conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Economie Rurale.

Art. 5. — Les travaux de replantation et d'entretien seront exécutés sous le contrôle et avec le concours des services techniques du Ministère de l'Economie Rurale.

Art. 6. — L'abattage de palmiers à huile soit en zone oléicole, soit en zone vinicole est soumis à autorisation délivrée par les services techniques du Ministère de l'Economie Rurale, après avis favorable du chef de circonscription administrative.

Au moment de la délivrance de l'autorisation d'abattage en zone oléicole, le demandeur prend l'engagement écrit de replanter dans les conditions et les délais qui lui sont précisés par les services techniques.

Le refus d'exécuter cet engagement entraînera pour l'intéressé, le paiement d'une amende de 500 francs par arbre abattu sans préjudice du rejet de toute nouvelle demande d'abattage.

Art. 7. — L'abattage de palmiers à huile sans autorisation demeure soumis aux dispositions du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier. Toutefois, les agents des services techniques habilités à cet effet par le Ministre de l'Economie Rurale jouissent des mêmes prérogatives que les agents du service forestier en matière de recherche de constatation, de poursuite des délits d'abattage de palmiers à huile sans autorisation.

Art. 8. — Les dispositions du présent décret ne font pas obstacle à l'application de la réglementation sur l'alcool.

Art. 9. — Le Ministre de l'Economie Rurale est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 31 Décembre 1964.

N. Grunitzky

DECRET N° 65-2 du 6-1-65 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat des palmistes et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour la récolte 1965.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article Premier. — La date d'ouverture de la campagne d'achat des palmistes de la récolte 1965 est fixée au 6 janvier 1965.

Art. 2. — Le prix d'achat au producteur des palmistes de ladite récolte est fixé à 21 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3. — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint la valeur à facturer à l'Office des Produits Agricoles du Togo est fixée à 29.505 francs CFA la tonne.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la Chambre de Commerce.

Lomé, le 6 Janvier 1965.

N. Grunitzky

CAMPAGNE D'ACHAT DE PALMISTES

Barème palmistes 1965

Francs CFA 'la tonne

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR 21.000

1	Commission, manutention, loyer magasin acheteur produit	800
2	Transport au centre de collecte	1.000
3	Manutention et loyer magasin acheteur agréé	450
4	Transport (Y.C. voie locale)	615
		<hr/> 2.865

VALEUR NU-BASCULE LOME 23.865

5	Sacherie 12 1/2 à 90	1.125
6	Usure sacherie 100/o	113
7	Entrée et sortie magasin Lomé	250
8	Loyer magasin Lomé	200
9	Financement 70/o sur 3 mois VLM	468
10	Frais généraux fixes	750
		<hr/> 2.906

VALEUR LOCO-MAGASIN LOME 26.771

11	Déchets 30/o sur VLM.	803
12	Commission acheteur agréé	900
13	Transit (Y.C. voie locale)	1.031
		<hr/> 2.734

VALEUR à FACTURER à L'OPAT. 29.505

DECRET N° 65-3 du 6-1-65 fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton de la récolte 1964-65.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article Premier. — Sont fixées au 11 janvier 1965, la date d'ouverture et au 30 mai 1965 la date de clôture de la campagne d'achat du coton de la récolte 1964-65.

Art. 2. — Le prix d'achat au producteur du coton de ladite récolte est fixé à 30 francs le kilogramme tous marchés.

Art. 3. — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint la valeur de cession à l'usine d'égrènage est fixée à 38.252 francs CFA la tonne.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio, et d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la Chambre de Commerce.

Lomé, le 6 Janvier 1965
N. Grunitzky

CAMPAGNE D'ACHAT DU COTON

Barème conton 1964-65

Francs CFA la tonne

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR 30.000

1 Commission-Manutention-Loyer magasin acheteur produit	2.000
2 Transport lieu d'achat à usine égrenage	1.500
3 Manutention-Loyer magasin acheteur agréé	650
	4.150

VALEUR NU-USINE COTON BRUT 34.150

4 Usure et réparation amortissement Sacherie	800
5 Financement 70/100 3 mois sur (34.150 + 800 + 1.130)	631
6 Frais généraux acheteur agréé	1.130
7 Déchets 10/100 valeur nu-usine	341
8 Commission acheteur agréé	1.200
	4.102

VALEUR DE CESSION A L'USINE 38.252

BAREME DES FRAIS COTON FIBRE

I Récolte 1964-65

1 Egrenage — Emballage	15.000
2 Transport usine à gare et chargement	650
3 Transport fer	2.090
4 Manutention mise en magasin	650
5 Loyer	200
6 Transit et mise à bord	1.031

Frais à facturer à l'OPAT. 19.621

BAREME GRAINS DE COTON

1 Mise en sac usine	200
2 Chargement camion et wagon	250
3 Transport Atakpamé Lomé	1.400
4 Emballage 16,66 x 90	1.500
5 Manutention et mise en wagon	300
6 Loyer magasin Lomé	200
7 Transit et mise à bord	1.031
8 Frais généraux	500

5.381

DECRET No 65-7 du 15-1-65 portant nomination du président du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi no 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;

Vu le décret no 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi no 61-17 du 12 juin 1961 sus-visée ;

Sur la proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

DECRETE :

Article Premier. — M. Maurice Pierron, magistrat du 2^e grade, 1^{er} groupe, 5^e échelon, remis à la disposition du Gouvernement togolais, et arrivé à Lomé le 31 décembre 1964, est nommé Président du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé.

Art. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 15 Janvier 1965.

N. Grunitzky

DECRET No 65-8 du 15-1-65 portant nomination dans la Magistrature togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi no 58-66 du 1^{er} décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu la loi no 62-7 du 14 mars 1962 portant statut de la magistrature togolaise ;

Vu le décret no 61-25 du 16 mars 1961, fixant le régime de rémunération des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu la demande d'intégration en date des 6 décembre 1963 et 13 octobre 1964 formulée par l'intéressé ;

Sur la proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

DECRETE :

Article Premier. — M. Améga Louis Koffi, magistrat, précédemment en service au Congo en qualité de président du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville, est admis dans la Magistrature togolaise et nommé magistrat du 3^e grade, 4^e échelon, à équivalence de situation administrative (catégorie A 1 — indice 1750).

Art. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre de la Fonction Publique et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 15 janvier 1965.

N. Grunitzky

ARRETE No 7-PR-INT du 13-1-65 ordonnant le recensement de la population de certains cantons de la circonscription administrative de Pagouda.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'arrêté no 384-54-AP du 21 avril 1954 réorganisant l'Etat-Civil des personnes de statut coutumier ;

Vu le décret no 62-89 du 2 juillet 1962 portant réorganisation de l'Etat-Civil ;

Sur la proposition du chef de circonscription de Pagouda et après avis du Ministre de l'Intérieur,

ARRETE :

Article Premier. — Le recensement de la population des cantons de Kétau, Sirka, Lama-Tessi et Boufalé (circonscription administrative de Pagouda) sera effectué sur

les ordres du chef de circonscription de cette localité à partir du 16 janvier 1965.

Art. 2. — Sont applicables aux contrevenants les peines prévues aux articles 33 et 34 de l'arrêté susvisé du 21 avril 1954.

Art. 3. — Le chef de circonscription de Pagouda est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 janvier 1965.

N. Grunitzky

Dépôts de médicaments

N° 1-PR-MSP du 4-1-65 — M. Lawson Boëvi Daniel, demeurant à Anécho, est autorisé dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Aklakou (circonscription d'Anécho) un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples non toxiques et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets sus-visés.

Gérant du dépôt : M. Lawson Boëvi Daniel.

N° 4-PR-MSP du 12-1-65 — Est ordonné le transfert à Amoussoukopé, circonscription administrative de Klouto, du dépôt de médicaments dont l'ouverture par M. Avougla Théophile a été autorisée par l'arrêté n° 126-PR-MSP du 26 juin 1964.

Intérim

N° 2-PR du 6-1-65 — Pendant l'absence du Docteur Valentin Vovor, Ministre de la Santé Publique, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Mama Fousséni, Ministre de l'Intérieur.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Intégrations

N° 6-D-PR-MDN du 14-1-65 — A compter du 1^{er} janvier 1965, le sergent Akakpo Koffi Charles, n° mle 58.987 — 13.630 est intégré dans les Forces Armées Togolaises et affecté au 1^{er} Bataillon d'Infanterie Togolaise à Lomé.

A compter de la même date, l'intéressé percevra la solde mensuelle correspondant à ses grade et échelon soit :

Sergent 2^e échelon — indice 550, ainsi que les prestations familiales aux taux en vigueur dans la Fonction Publique.

N° 7-D-PR-MDN du 14-1-65 — A compter du 1^{er} janvier 1965, le sergent Djélou Kowani Roger, n° mle 58.987 — 15.629 est intégré dans les Forces Armées Togolaises et affecté au 1^{er} Bataillon d'Infanterie Togolaise à Lomé.

A compter de la même date, l'intéressé percevra la solde mensuelle correspondant à ses grade et échelon soit :

Sergent 2^e échelon — indice 550, ainsi que les prestations familiales aux taux en vigueur dans la Fonction Publique.

Nomination

N° 3-D-PR-MDN du 11-1-65 — A compter du 1^{er} février 1965, les élèves Lawson Francisco et Sanvee Stéphan, admis à l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr, Coetquidan, sont promus au grade de caporal-chef dans les Forces Armées Togolaises.

A compter de la même date, les intéressés percevront la solde correspondant à leurs grade et échelon à savoir :

Lawson Francisco, caporal-chef échelon 1 indice 350

Sanvee Stéphan, caporal-chef échelon 1 indice 350.

Ils percevront également les prestations familiales aux taux en vigueur dans la Fonction Publique.

Ces émoluments leurs seront versés à l'adresse suivante : CCP Rennes N° 9413-46 ouvert au nom de l'Ecole Spéciale Militaire (service du Trésorier) Coetquidan Morbihan.

Secours après décès

N° 1-D-MDN du 5-1-65 — Un secours après décès de Quatre vingt onze mille huit cent quatre vingt dix francs (91.890 francs) équivalant à trois mois de solde brute (indice 750), majorée de l'indemnité de sujétion de Edjoh François, sergent-chef 2^e échelon, décédé le 7 septembre 1964 est accordé aux orphelins du défunt.

Ce secours, imputable au budget général du Togo, chapitre 10, article 5, exercice 1964 est à verser à M. Bossasso Edjoh, cultivateur à Boufalé-Village Baré-Koumaidi via Pagouda, tuteur des orphelins.

Imputation au service des circonstances ayant occasionné la mort du gendarme Kolani Mithem

N° 8-D-PR-MDN du 14-1-65 — L'accident dont a été victime le gendarme de 2^e classe Kolani Mithem, en service à la Gendarmerie Territoriale, et ayant occasionné le décès de ce dernier, est imputable au service.

VICE-PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

DECISION N° 18-D-UP-MFEP-MF du 7-1-65 portant rattachement provisoire du service du « Matériel-Transit » à la direction des Finances.

LE VICE-PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,
MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN,

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu les nécessités du service,

DECIDE :

Article Premier. — En attendant la réorganisation générale des services dépendant du Ministère des Finances, de l'Economie et du Plan, le service du « Matériel et du Transit Administratif » est hiérarchiquement rattaché à la direction des Finances.

Art. 2. — La présente décision qui aura effet pour compter de sa date de signature, sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 7 janvier 1965.

A. Meatchi

DECISION N° 23-D-MF-F du 8-1-65 fixant à titre exceptionnel le taux des frais de mission aux membres de la délégation à la 19^e session de l'ONU.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret n° 64-151 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 64-108 du 28 août 1964 portant modification du décret n° 60-120 du 17 décembre 1960 fixant les indemnités à allouer aux fonctionnaires ou agents appelés à se déplacer à l'étranger ;

Vu les ordres de mission n°s 306, 307, 308, 309, 320 et 323-MAE des 16, 24 et 25-11-64 ;

Vu les nécessités du service,

D E C I D E :

Article Premier. — Le taux journalier de frais de mission accordé aux membres de la délégation à la 19^e session de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies est porté à titre exceptionnel cette année à 50 dollars pour le Ministre des Affaires Etrangères et à 35 dollars pour les membres de sa suite.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général — exercice 1964, chapitre 12, article 3.

Art. 3. — Ces avances seront régularisées dès le retour des intéressés.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 8 janvier 1965.

A. Meatchi

Autorisations de paiement

N° 14-D-VP-MFEP-MF-F du 5-1-65 — Est autorisé le paiement au profit du budget de la commune de Lomé, de la somme de six cent mille (600.000) francs, représentant les frais d'enlèvement des ordures et d'entretien des puits des bâtiments administratifs pour l'année 1963.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, exercice 1964 clos, chapitre 33, article 13.

N° 19-D-VP-MFEP-MF-FA du 8-1-65 — Est autorisé le paiement à M. Salami Tiamiyou, chargé de mission de la République togolaise à Lagos (Nigéria) — de la somme de Huit cent quatre vingt deux mille (882.000) francs CFA soit mille deux cent quatre vingt onze livres Sterlings sept shillings trois penny (1.291-07-03 livres) mise à sa disposition chez BAO. — Apapa Lagos-Nigéria, destinée à l'acquisition d'un véhicule Mercedes 220 SE pour la Représentation Diplomatique à Lagos.

Une somme de Huit cent quatre vingt dix mille neuf cent soixante sept (890.967) francs CFA représentant le prix d'achat du véhicule conformément aux termes de l'article 1^{er} ci-dessus et les frais de virement s'élevant à huit mille neuf cent soixante sept (8.967) francs CFA sera mandatée par les soins du service des Finances de la République togolaise à Lomé au nom de la BAO à Lomé, chargée du virement sur Lagos.

M. Salami Tiamiyou sera tenu de produire, en triple expédition, original et copie conforme de toutes les pièces justificatives correspondant à cette dépense à l'ordonnateur-délégué du budget général par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères au plus tard le 31 décembre 1964.

La dépense correspondante est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 33, article 8.

N° 22-D-VP-MFEP-MF-F du 8-1-65 — Est autorisé le paiement par virement télégraphique en faveur de la Société hôtelière du Tourisme Share Company à Addis-Abéba, à son compte bancaire n° XS-910 ouvert chez « The Commercial Bank of Ethiopia Addis-Abéba », de la somme de Eth D. 976,20 soit cent huit mille cinq cents (108.500) francs CFA représentant le montant des frais d'hébergement et d'entretien de la délégation du Togo à la dernière conférence de la Commission Economique pour l'Afrique à Addis-Abéba.

Une somme de Cent douze mille neuf cent vingt sept (112.927) francs CFA représentant le montant du paiement et les frais de virement télégraphique sur Addis-Abéba sera mandatée au nom du directeur de la BAO-Lomé, chargé des opérations dudit virement.

La dépense est imputable au budget général du Togo, chapitre 8, article 3, exercice 1964.

N° 33-D-VP-MFEP-MF-FA du 13-1-65 — Est autorisé le paiement au Docteur Olympio Pedro, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République togolaise en Allemagne Fédérale, 53- Bonn Friedrich-Wilhelm-Strasse 19, au compte de l'Ambassade n° 196.331 chez Dresdner Bank Muester Platz 1-3 Bonn, de la somme de Cent mille (100.000) francs CFA ou mille six cent dix neuf Deutsche Marks quarante cinq Pfennigs (DM. 1.619,45) représentant le montant des dépenses à effectuer au titre de frais de réception diplomatique après la présentation des lettres de créance.

Une somme de Cent quatre mille sept cent quarante quatre (104.744) francs CFA, représentant le montant des dépenses à effectuer conformément aux termes de l'article 1^{er} ci-dessus et les frais de virement s'élevant à Quatre mille sept cent quarante quatre (4.744) francs CFA, sera mandatée par les soins du service des Finances de la République togolaise à Lomé au nom de la BAO-Lomé, chargée du virement sur Bonn.

Le Docteur Olympio Pedro sera tenu de produire en triple expédition, original et copie conforme de toutes les pièces justificatives correspondant à ces dépenses, au directeur des Finances, ordonnateur-délégué du budget général par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères au plus tard le 31 décembre 1964.

La dépense correspondante est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 34, article 6.

Secours exceptionnel

N° 11-D-VP-MFEP-MF-F du 5-1-65 — Un secours exceptionnel de Cinquante mille (50.000) francs CFA est accordé à l'« Uniao Nacional de Angola » c/o 80, rue de Paris Massy (S. et O.).

Le directeur de la BAO est chargé du virement de cette somme au compte de l'Ambassade du Togo à Paris, en vue du paiement de la dépense.

Une somme de Cinquante mille neuf cent soixante treize (50.973) francs représentant le montant du secours et les frais de virement sur Paris sera mandatée au nom du directeur de la BAO-Lomé, chargé des opérations de virement sur Paris.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1964, chapitre 41, article 4.

Subventions

N° 12-D-VP-MFEP-MF-F du 5-1-65 — Une subvention de Soixante quinze mille (75.000) francs CFA est accordée à l'Association « Cercle France Outre-Mer ».

Le directeur de la BAO-Lomé est chargé du virement de cette somme au compte de l'Ambassade du Togo à Paris en vue du paiement de la dépense.

Une somme de Soixante quinze mille neuf cent soixante treize (75.973) francs, représentant le montant de la subvention et les frais de virement sera mandatée au nom du directeur de la BAO-Lomé, chargé des opérations de virement sur Paris.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1964, chapitre 39, article 5.

N° 13-D-VP-MFEP-MF-F du 5-1-65. — Une subvention de Quinze millions (15.000.000) de francs est accordée au budget de la commune de Lomé, au titre de contribution aux dépenses d'éclairage de la ville de Lomé pendant l'année 1964.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, exercice 1964, chapitre 37, article 2.

Concession et révision de pensions de retraite

N° 597-VP-MFEP-MF-CR du 29-12-64 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60o/o) au montant annuel de Cent soixante quatre mille cent soixante seize (164.176) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Barboza William, commis d'administration principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice 670), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1964.

M. Barboza William pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1964, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^o rang) ci-après désignés :

Philomène, née le 17 août 1945
Charles, né le 4 février 1948
Bonaventure, né le 15 juillet 1951.

N° 598-VP-MFEP-MF-CR du 29-12-64 — Une pension proportionnelle (pourcentage 43o/o) au montant annuel de Cent sept mille six cent cinquante deux (107.652) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gota Toudji Kossi Joseph, ouvrier principal 2^o échelon des CFT du corps du personnel des Chemins de Fer du Togo (indice 613), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1964.

M. Gota Toudji Kossi Joseph pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1964, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^o rang) ci-après désignés :

Kokou, né le 27 août 1945
Pénina Ayawovi, née le 8 avril 1948
Edoh Jean, né en 1951
Urbaine Akouwoa, née le 25 mai 1955
Emilie, née le 1^{er} juin 1958
Célestine Akouavi, née le 24 septembre 1958.

N° 1-VP-MFEP-MF-CR du 5-1-65 — Les pensions de veuves et orphelins concédées sous le régime de la caisse de retraites de la France d'Outre-Mer aux ayants-cause de M. Adjé Kokou François, agent d'exploitation de 2^o classe 3^o échelon des Postes et Télécommunications du Togo, décédé le 1^{er} octobre 1960, sont prises en charge par la caisse de retraites du Togo et révisées comme suit :

A chacune des veuves ci-après désignées :

Adjé Agnès Akouavi (née Limata-Biraimah)
Adjé Agnès Kossiwoa (née Amenyuiaidé)

1) Pension principale annuelle

— Dix neuf mille deux cent trente six (19.236) francs pour compter du 18 mai 1961;

— Trente deux mille cent soixante huit (32.168) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962;

— Trente trois mille sept cent soixante douze (33.772) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

2) Indemnité compensatrice annuelle

— Vingt cinq mille cinquante quatre (25.054) francs pour compter du 18 mai 1961;

— Dix neuf mille huit cent seize (19.816) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962;

— Dix huit mille deux cent douze (18.212) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963 jusqu'au 31 décembre 1964 inclus.

Pour les orphelins dénommés ci-après :

Marie Iréolé Abléwa, née le 6 novembre 1945

Aubin Jean Kwassi, né le 1^{er} mars 1947

Ablavi, née le 29 mars 1949

Urbain Akouété, né le 25 mai 1950

Valerie Adjowoa, née le 10 décembre 1951

Germier Pascal, né le 16 mai 1954

Angèle Ahuefa, née le 24 mai 1954

Jules Koffi Assou, né le 12 avril 1957

Julienne Assoupi, née le 12 avril 1957.

1) Pension temporaire par orphelin

— Sept mille six cent quatre vingt seize (7.696) francs pour compter du 18 mai 1961;

— Douze mille huit cent soixante huit (12.868) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962;

— Treize mille cinq cent huit (13.508) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

2) Indemnité compensatrice par orphelin

— Dix mille dix huit (10.018) francs pour compter du 18 mai 1961;

— Sept mille neuf cent vingt quatre (7.924) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962;

— Sept mille deux cent quatre vingt quatre (7.284) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963;

— Trois mille cent vingt six (3.126) francs pour compter du 1^{er} janvier 1965.

Les pensions temporaires accordées aux orphelins ne peuvent pas au total être supérieures à 50o/o de la pension **qu'aurait obtenue leur père**. Toutefois, elles sont susceptibles d'être comparées au montant des allocations familiales prévues par les textes en vigueur.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des orphelins, les pensions et indemnités compensatrices fixées ci-dessus seront versées à M. Adjé Georges Komlan, tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Les indemnités compensatrices accordées à Mesdames veuves Adjé et aux orphelins du de cujus sont payables jusqu'à ce que, par une réévaluation ultérieure des émoluments, les intéressés perçoivent une rémunération globale nouvelle égale ou supérieure au montant de leurs pensions actuelles, majorées des indemnités compensatrices fixées pour compter du 1^{er} janvier 1965.

N° 2-VP-MFEP-MF-CR du 5-1-65 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de l'ex-caisse locale de retraites du Togo à M. Amouzou Daniel, maître ouvrier principal de 1^{re} classe des CFT est révisée et convertie en pension proportionnelle fixée au taux de 58o/o des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 530 pour compter du 1^{er} janvier 1961 et à l'indice nouveau 908 pour compter du 1^{er} janvier 1962.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à cent trente trois mille six cent quatre vingt douze (133.692) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961; à deux cent quatre mille huit cent soixante quatre (204.864) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et à Deux cent quinze mille quatre cents (215.080) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Amouzou Daniel pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1962, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Irène, née en 1949.

Par application des dispositions des articles 43(II) et 44 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, il est alloué à M. Amouzou Daniel, une indemnité compensatrice fixée à Trente cinq mille quarante (35.040) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961; à Dix sept mille trois cent quarante quatre (17.344) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et à Sept mille cent vingt huit (7.128) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

Cette indemnité est accordée à titre essentiellement personnel jusqu'à ce que, par une réévaluation ultérieure des émoluments, M. Amouzou Daniel perçoive une rémunération globale nouvelle égale ou supérieure au montant de la pension concédée pour compter du 1^{er} novembre 1963, majorée de l'indemnité compensatrice.

N° 3-VP-MFEP-MF-CR du 5-1-65 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est accordé à Mme veuve Doé-Bruce Adjélé Lydia (née Lassey) une majoration pour

famille nombreuse au taux de 15o/o de sa pension principale pour compter du 1^{er} octobre 1961 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Dédé Jessie, née le 13 janvier 1926

Mireille, née le 11 août 1931

Edwige Lydie, née le 26 juillet 1935

Seth Moses, né le 1^{er} mars 1938

à Mme veuve Doé-Bruce Edith (née Verdier) une majoration pour famille nombreuse au taux de 15o/o de sa pension principale pour compter du 1^{er} octobre 1961 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Rosaline, née le 12 janvier 1931

Geneviève, née le 6 janvier 1933

Louis Akouété, né le 16 avril 1939

Lauretta Augusta, née le 28 août 1944.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à chacune des veuves à trois mille sept cent trente six (3.736) francs pour compter du 1^{er} octobre 1961; à sept mille deux cent quatre vingt quatre (7.284) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et à Sept mille six cent quarante huit (7.648) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

N° 4-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-65 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de l'ex-caisse locale de retraites du Togo à M. Ayivi Nicodème, ouvrier hors classe des Travaux Publics est révisée et fixée au taux de 61o/o des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 410 pour compter du 1^{er} janvier 1961 et à l'indice nouveau 678 pour compter du 1^{er} janvier 1962.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à Cent quatre mille neuf cent vingt (104.920) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961; à Cent soixante mille huit cent quatre vingt quatre (160.884) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et à Cent soixante huit mille neuf cent huit (168.908) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Ayivi Nicodème pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1961, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Kodjo Nicodème, né le 24 janvier 1949

Antoinette Ayélévi, née le 14 juin 1950

Sophie, née le 13 septembre 1952

Célestin, né le 30 mai 1954

Louis, né le 25 août 1958

Jules, né le 12 avril 1961.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée sous le régime de la caisse locale de retraites du Togo seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

N° 5-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-65 — La pension proportionnelle pour invalidité non imputable au service concédée sur les fonds de l'ex-caisse locale de retraites du Togo à M. Lokossou Akossou, ouvrier de 1^{re} classe des CFT est révisée et fixée au taux de 42o/o des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 345 pour compter du 1^{er} janvier 1961 et à l'indice nouveau 556 pour compter du 1^{er} janvier 1962.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à Cinquante neuf mille deux cent vingt (59.220) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961; à Quatre vingt dix mille huit

cent quarante (90.840) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et à Quatre vingt quinze mille trois cent soixante douze (95.372) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée sous le régime de la caisse locale de retraites du Togo seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

N° 6-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-64 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo aux orphelins de M. Simons de Fanti Egille, gendarme de 1^{re} classe 5^e échelon (indice 650-pourcentage 390/o) décédé le 18 août 1963 à Lomé, une pension temporaire d'orphelin fixée à Seize mille quatre cent trente six (16.456) francs l'an pour compter du 1^{er} septembre 1963 et à Dix sept mille deux cent cinquante six (17.256) francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1963 à chacun des orphelins désignés :

Adjoua Maria, née le 8 septembre 1952
Jean Yaovi, né le 24 juin 1954
Eusèbe Kwassi, né le 14 août 1955
Afiavi Georgette, née le 24 avril 1959
Sabine Adjoua Natiwa, née le 29 août 1960
Elisabeth Akossiwa, née le 13 août 1961.

La pension temporaire d'orphelin accordée ci-dessus est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à douze mille neuf cent soixante huit (12.968) francs l'an pour compter du 1^{er} septembre 1963 et à Treize mille six cent seize (13.616) francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1963.

Au cas où le total des émoluments servis aux orphelins excéderait le montant de la pension et de la rente viagère d'invalidité qui auraient été attribuées à M. Simons de Fanti, il sera procédé à la réduction temporaire des pensions des orphelins.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux enfants ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Simons de Fanti Mathias, chargé de leur tutelle.

N° 7-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-65 — Est accordée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Hayibor Christine Akuwa (née Akih), épouse de l'ex-chef de brigade de 1^{re} classe des chemins de Fer du Togo Hayibor Ayivi Peter, titulaire d'allocation de retraite n° 178, décédé le 12 mai 1963, une allocation de veuve fixée à Vingt trois mille neuf cent soixante huit (23.968) francs l'an pour compter du 13 mai 1963 et à Vingt sept mille cinq cent soixante quatre (27.564) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Il est alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelins fixée à Quatre mille sept cent quatre vingt seize (4.796) francs l'an pour compter du 13 mai 1963 et à Cinq mille cinq cent douze (5.512) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1964 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Kossi, né le 21 août 1949
Yawo Félix, né le 9 juillet 1953.

Les allocations d'orphelins susvisées seront payées entre les mains de M. Bernard Ayawovi Hayibor, demeurant à Palimé, tuteur des orphelins mineurs.

N° 8-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-65 — Une pension proportionnelle (pourcentage 590/o) au montant annuel de Cent quarante deux mille cent soixante quatre (142.164) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Latévi Bernard, brigadier-chef de 2^e échelon du corps du personnel des Douanes togolaises, (indice 590), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1964.

M. Lawson Latévi Bernard pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1964, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Latré Kayi, née le 12 octobre 1950
Latré Bernadette, née le 13 juin 1951
Etienne Laté, né le 26 décembre 1953
Romain Laté, né le 28 février 1954
Laté Henri, né le 15 juillet 1955.

N° 9-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-65 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de l'ex-caisse locale de retraites du Togo à M. Akouesson Sossou Alexis, chef d'équipe principal de 1^{re} classe est révisée et fixée au taux de 630/o des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 375 pour compter du 1^{er} janvier 1961 et à l'indice nouveau 613 pour compter du 1^{er} janvier 1962.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à quatre vingt dix sept mille neuf cent soixante huit (97.968) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 ; à cent cinquante mille deux cent vingt huit (150.228) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 et à Cent cinquante sept mille sept cent vingt (157.720) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

M. Akouesson Sossou Alexis pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1961, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Pedro Kpakpo, né le 8 novembre 1950
Kpakpo Pierre, né le 29 décembre 1952
Adudé Justine, née le 9 août 1956.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée sous le régime de la caisse locale de retraites du Togo seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

N° 10-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-65 — La pension proportionnelle concédée sur les fonds de l'ex-caisse locale de retraites du Togo à M. Akakpo Alonyo, ouvrier de 1^{re} classe est révisée et fixée au taux de 360/o des émoluments de base correspondant à l'indice local ancien 345 pour compter du 1^{er} janvier 1961 et à l'indice nouveau 556 pour compter du 1^{er} janvier 1962.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à Cinquante mille sept cent soixante (50.760) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 et à Soixante dix sept mille huit cent soixante quatre (77.864) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962.

M. Akakpo Alonyo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1961, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Kodjo, né le 24 février 1947.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée sous le régime de la caisse locale de retraites du Togo seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

N° 11-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-65 — Est accordée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kokou O. Sophia (née Ayivor) épouse de l'ex-ouvrier de 1^{re} classe des CFT. Kokou Michel, titulaire d'allocation de retraite n° 79, décédé le 29 juin 1964, une pension de veuve fixée à Dix neuf mille quatre cent quatre vingt douze (19.492) francs pour compter du 30 juin 1964.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à Trois mille neuf cents (3.900) francs l'an pour compter du 30 juin 1964 à l'orphelin Kokou Aliposi Martine, née le 30 janvier 1953.

L'allocation d'orphelin susvisée sera payée entre les mains de M. Kokou Moïse Kowuvi, demeurant à Lomé tuteur légal de l'orphelin.

N° 12-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-65 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 490/0) au montant annuel de Cent trente quatre mille quatre cents (134.080) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Somavo Irénée, gendarme de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 1434, (indice 670), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1964.

M. Somavo Irénée pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1964, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Thérèse Afiavi, née le 14 avril 1950
Akouété Emile, né le 20 juin 1952
Akouélé Emilienne, née le 20 juin 1952
Koffi Gilbert, né le 16 avril 1955
Virginie, née le 11 avril 1959.

N° 13-VP-MFEP-MF-CR du 13-1-65 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 520/0) au montant annuel de Cent quarante deux mille deux cent quatre vingt huit (142.288) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Badjonga Koudoliga, gendarme de 1^{re} classe n° mle 89 du corps du personnel de la Gendarmerie Territoriale (indice 670), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} décembre 1964.

M. Badjonga Koudoliga pourra prétendre, pour compter du 1^{er} décembre 1964, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Bernadette, née le 20 mai 1946
Lakougnohou, né le 5 janvier 1949
Géligniba, née le 26 juillet 1949
Badjéré Kouma, né le 10 mars 1951
Hyacinth, né le 11 septembre 1954
Léontine, née le 6 novembre 1957
Lantoko, né le 10 mars 1958
Mawoumba, né le 24 octobre 1961
Pascal, né le 17 mai 1964
Fisaga, né le 3 juillet 1964.

Nominations

N° 596-MFEP du 29-12-64 — M. Doé Komlan Mathias est nommé agent comptable du Centre de Perfectionnement Professionnel Inter-Entreprises à compter du 1^{er} septembre 1964.

Les prérogatives et responsabilités de l'intéressé sont établies par le décret 64-154 du 23 octobre 1964, dans le cadre de la législation sur l'organisation des fonctions des agents comptables des Etablissements à caractère para-administratifs.

Le salaire de l'intéressé, supporté par le budget particulier du Centre de Perfectionnement Professionnel Inter-Entreprises est celui correspondant à la 5^e catégorie, échelle A des agents permanents de la Fonction Publique.

N° 8-D-VP-MFEP-MF-FA du 5-1-65 — M. Lawson Julien, agent permanent de 3^e catégorie échelle A. agent spécial par intérim de Bafilo, est titularisé dans ses fonctions d'agent spécial de cette circonscription administrative.

Mutation

N° 5-D-VP-MFEP-GC du 5-1-65 — M. Sodji Ahlonko, chauffeur permanent 2^e catégorie échelle C, précédemment en service au Garage-Central, est mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur pour servir à la circonscription administrative d'Anécho (chapitre 14, article 5 du budget général).

M. Adjanoh Kangni Christophe, chauffeur permanent 2^e catégorie échelle D en service à la circonscription administrative d'Anécho, est affecté au Garage-Central en remplacement numérique de M. Sodji, appelé à d'autres fonctions (chapitre 8, article 6).

Engagement

N° 864-D-VP-MFEP du 30-12-64 — M. Assoumanou Adam est engagé en qualité de chauffeur permanent à la 3^e catégorie échelle A pour servir à la direction du Service National de Développement Rural, en remplacement numérique du chauffeur permanent Diallo Omorou appelé à d'autres fonctions.

Le salaire de M. Assoumanou Adam sera imputé au chapitre 8, article 15, paragraphe I du budget général, exercice 1964.

La présente décision aura effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Autorisation d'utiliser de véhicules personnels

N° 859-D-MFEP du 29-12-64 — M. Abolivier, procureur général près la cour d'appel est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour les besoins du service.

Il percevra une indemnité compensatrice mensuelle de 10.000, conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du décret n° 64-107 du 28 août 1964.

Les dépenses résultant de l'application de la présente décision, qui prendra effet pour compter du 1^{er} octobre 1964, sont imputables au budget général.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

N° 16-D-VP-MFEP du 5-1-65 — Sont autorisés à utiliser leurs véhicules personnel pour les besoins du service, les fonctionnaires et agents dont les noms sont portés ci-dessous.

Ils percevront une indemnité compensatrice conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du décret n° 64-107 précité.

Montant mensuel de l'indemnité à allouer

MM. Duprat Maurice, président p.i. du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé.	6.000
Savi de Tové Jean Lucien, directeur de la division des affaires économiques et financières de l'assistance technique et des relations culturelles du ministère des affaires étrangères.	6.000

Les dépenses résultant de l'application de la présente décision qui prendra effet pour compter du 1^{er} septembre 1964, sont imputables au budget général.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

N° 24-D-VP-MFEP du 8-1-65 — M. Puech, président de la cour d'appel est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour les besoins du service.

Il percevra une indemnité compensatrice mensuelle de 10.000 frs conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du décret n° 64-107 du 28 août 1964.

Les dépenses résultant de l'application de la présente décision qui prendra effet pour compter du 1^{er} octobre 1964, sont imputables au budget général.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

N° 25-D-VP-MFEP du 8-1-65 — Sont autorisés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service, les fonctionnaires et agents dont les noms sont portés ci-dessous.

Ils percevront une indemnité compensatrice conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du décret n° 64-107 du 28 août 1964.

MM. Hans-Dieter Briedenbach en service à la station d'émission de Togblékopé	10.000 frs
Anthony Richard, directeur du Mouvement de la Jeunesse Pionnière Agricole.	6.000

Les dépenses résultant de l'application de la présente décision qui prendra effet pour compter du 18 novembre 1964 pour ce qui concerne M. Briedenbach et du 1^{er} septembre 1964 pour ce qui concerne M. Anthony, sont imputables au budget général.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Cessation définitive de fonctions pour limite d'âge

N° 2-D-MER du 14-1-65 — Est constatée, pour compter du 1^{er} janvier 1965, la cessation définitive des fonctions de M. Katamna Bénébé, agent permanent 4^e catégorie échelle D, en service à la direction de l'agriculture, atteint par la limite d'âge et qui justifie à cette date 35 ans de services effectifs dans l'administration de la République togolaise (engagé le 2 janvier 1930).

M. Katamna Bénébé peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère annuelle égale à 150/o de son salaire moyen des douze derniers mois pour chaque année de présence dans les conditions définies par l'arrêté n° 446-55-ITLS du 27 avril 1955.

L'intéressé aura droit en outre à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

N° 3-D-MER du 14-1-65 — Est constatée, pour compter du 1^{er} janvier 1965, la cessation définitive des fonctions de M. Messan Moïse, agent permanent 6^e catégorie échelle B, en service à la Direction du Mouvement de la Jeunesse Pionnière Agricole, atteint par la limite d'âge et qui justifie à cette date 21 ans 7 mois 19 jours de services effectifs dans l'Administration de la République togolaise (engagé le 12 mai 1943).

M. Messan Moïse peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère annuelle égale à 150/o de son salaire moyen des douze derniers mois pour chaque année de présence dans les conditions définies par l'arrêté n° 446-55-ITLS du 27 avril 1955.

L'intéressé aura droit en outre à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

Sanction disciplinaire

N° 46-D-VP-MFEP-MF-SD du 13-1-65 — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à M. Yéhouessi Eugène, agent de constatation de 2^e classe, 3^e échelon pour « négligence grave et inexécution d'un ordre supérieur entraînant par ce fait une perte de recettes de (283.988) deux cent quatre vingt trois mille neuf cent quatre vingt huit francs ».

Mise à pied

N° 4-D-VP-MFEP-GC du 5-1-65 — Une mise à pied de 8 jours est infligée au gardien permanent Ahiaba Hihéaglo, en service au Garage-Central, pour retards répétés.

N° 6-D-VP-MFEP-GC du 5-1-65 — Une mise à pied de sept jours est infligée respectivement aux agents permanents Lawson Laté et Assogba Germain, en service au garage-central, pour faute grave en service.

Octroi d'indemnité

N° 30-D-MFEP-SP du 13-1-65 — Une indemnité de premier équipement de cent mille francs (100.000) est allouée à titre de frais d'installation à M. Apaloo Samuel, secrétaire d'ambassade précédemment en service au Ministère des Affaires Etrangères (cabinet) affecté pour servir à l'Ambassade du Togo à Accra (Ghana).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1964, chapitre 12, article 8.

Secours après décès

N° 47-D-VP-MFEP-MF-FR du 13-1-65 — Un secours après décès de cent soixante onze mille cinq cent vingt huit (171.528) francs cfa, équivalant à six mois de solde brute (indice nouveau 700), majorée de l'indemnité de sujétion de M. Attiogbé Ambroise, agent de constatation de 2^e classe 4^e échelon des douanes du Togo, décédé à Lomé le 30 août 1964, est accordé à ses orphelins.

Ce secours, imputable au budget général du Togo, chapitre 8, article 9, exercice 1964, sera mandaté au nom de M. Attiogbé Symphorien, pointeur au service du Wharf à Lomé, tuteur des orphelins du de cujus.

Rôles

N° 600-VP-MFEP-CD du 30-12-64 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1964 ci-après.

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
302	Com. Lomé	Taxe progressive	8,518,775	
303	" "	Versement forfaitaire	57,114	
303	" "	I.G.R.	29,583	
			8,605,472	8,605,472
BUDGET COMMUNAL				
302 bis	Com. Lomé	Taxe civique	600,850	
303	" "	Taxe civique	1,000	
304	" "	Patentes	183,249	
"	" "	C/a s/patentes	21,008	
"	" "	Licences	2,500	
"	" "	C/a s/licences	500	
			207,257	809,107
		Total		9,414,579

N° 601-VP-MFEP-CD du 30-12-64 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1964 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
305	Circ. Nuatja	I. G. R.	13,200	
306	Atakpamé	I. G. R.	6,600	
307	Akposso	I. G. R.	100,200	
308	Nuatja	Patentes	43,290	
"	Nuatja	Licences	1,000	
			44,290	
309	Circ. Atakpamé	Patentes	124,640	
310	Akposso	Patentes	523,680	
"	Akposso	Licences	9,000	
			532,680	821,610
		Total		821,610

N° 602-VP-MFEP-CD du 30-12-64 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1964 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
288	Circ. Lomé	I. G. R.	4.068	
289	» Lomé	Patentes	15.300	
290	» Tabligbo	I. G. R.	8.544	
291	» Tabligbo	Patentes	103.952	
«	» Tabligbo	Licences	2.000	
			105.952	
292	Circ. Atakpamé	Taxe s/armes perfectionnées	53.000	
293	» Atakpamé	Taxe s/armes n/perfectionnées	12.000	
294	» Bafilo	Taxe s/armes n/perfectionnées	650	
295	» Bafilo	Taxe s/armes n/perfectionnées	11.300	
296	» Bafilo	Taxe s/armes perfectionnées	5.500	
297	» Nuatja	Patentes	78.894	
298	» Nuatja	Patentes	53.620	
				348.828
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
294	» Bafilo	C/a s/taxe s/armes n/perfectionnées	65	
295	» Bafilo	C/a s/taxe s/armes n/perfectionnées	1.130	
296	» Bafilo	C/a s/taxe s/armes perfectionnées	550	
299	» Bafilo	Taxe civique	1.400	
300	» Bafilo	Taxe civique	18.200	
301	» Bafilo	Taxe civique	11.900	
				33.245
		Total		382.073

N° 603-VP-MFEP-CD du 30-12-64 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1964 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET COMMUNAL				
283	Com. Lomé	Taxe sur la V. L.	651.061	
«	«	Taxe sur la V. V.	10.944	
«	«	Taxe de Voirie	663.608	
			1.325.613	
284	Com. Lomé	Taxe sur la V. L.	544.933	
«	«	Taxe sur la V. V.	15.310	
«	«	Taxe de Voirie	523.631	
			1.083.874	
285	Com. Lomé	Taxe sur la V. L.	218.070	
«	«	Taxe sur la V. V.	12.968	
«	«	Taxe de Voirie	476.787	
			707.825	
286	Com. Lomé	Taxe sur la V. L.	238.989	
«	«	Taxe sur la V. V.	18.942	
«	«	Taxe de Voirie	542.708	
			800.639	
287	Com. Lomé	Taxe sur la V. L.	24.034	
«	«	Taxe sur la V. V.	3.456	
«	«	Taxe de Voirie	51.841	
			79.331	
		Total		3.997.282
				3.997.282

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus, s'élevant à la somme de trois millions neuf cent quatre vingt dix sept mille deux cent quatre vingt deux francs est fixée au 20 décembre 1964.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Affectation

N° 1-D-MAE du 13-1-65 — M. Apaloo Samuel, secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, en service au ministère des affaires étrangères, est affecté à l'Ambassade du Togo à Accra en qualité de secrétaire d'Ambassade.

Le traitement de l'intéressé sera imputé au budget général du Togo, chapitre 12, article 8.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Nomination

N° 1-D-MJ du 7-1-65 — M. Abidy Kossi Bernard, agent permanent de 6^e catégorie échelle A, en service au Tribunal de Droit Moderne de Lomé, est nommé comptable matière de la Justice en remplacement de M. Barboza William, atteint par la limite d'âge.

M. Abidy est en outre chargé des fonctions de chef du secrétariat du dit département.

La solde de l'intéressé est imputable au chapitre 16, article 2 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 18 août 1964.

Engagement

N° 68-D-MJ du 31-12-64 — M. Tchoda Célestin est engagé en qualité de boy de 3^e catégorie au salaire mensuel de 6.156 francs (six mille cent cinquante six francs), pour servir à l'hôtel du garde des sceaux, ministre de la justice.

La solde de l'intéressé sera imputée au chapitre 16, article 1.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} décembre 1964.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Approbation de compte administratif
et de budget additionnel

N° 1-INT-MFEP-MF du 5-1-65 — Le compte administratif de la circonscription de Kandé, exercice 1963 est approuvé et arrêté comme suit:

En recettes à la somme de: cinq millions sept cent trente neuf mille six cent cinquante quatre francs (5.739.654 frs).

En dépenses à la somme de: six millions soixante quinze mille trois cent vingt trois francs (6.075.323 frs), laissant apparaître un excédent de dépenses de trois cent

trente cinq mille six cent soixante neuf francs (335.669 francs), qui sera inscrit en dépenses au budget additionnel de l'exercice 1964.

Sont annulés, faute d'emploi, les crédits restant disponibles à la clôture de l'exercice 1963 et s'élevant au total à sept cent quatre vingt seize mille deux cent soixante cinq francs (796.265 francs).

N° 2-INT-MFEP-MF du 5-1-65 — Le budget additionnel de la circonscription de Kandé, exercice 1964, est approuvé et arrêté comme suit:

En recettes à la somme de: deux cent quatre vingt onze mille neuf cents francs (291.900 francs).

En dépenses à la somme de: neuf cent huit mille cent soixante trois francs (908.163 francs).

Licenciements

N° 128-bis-D-INT du 31-12-64 — Les personnes dont les noms suivent, en service à l'hôtel du ministre de l'intérieur, sont licenciées de leur emploi pour abandon de poste:

MM. Tchandao Paul, 8^e catégorie du personnel domestique (maître d'hôtel)

Mandjaline Martin, 7^e catégorie du personnel domestique (cuisinier).

Les intéressés ont droit chacun à une indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis leur dernier congé.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1965.

Absence irrégulière

N° 3-D-INT du 12-1-65 — Est constatée, pour compter du 28 décembre 1964, l'absence irrégulière de son poste de M. Tsigbo Victor, agent permanent de 5^e catégorie échelle A.

Pendant toute la durée de son absence irrégulière, M. Tsigbo Victor n'aura droit à aucun traitement.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

DÉCISION N° 6-MTP du 6-1-65 portant formation de la commission de réception des installations, ouvrages et stocks de la société Unelco.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu la lettre n° 1.553-CAB-PR-MTP du 23 décembre 1964;
Vu le décret n° 64.192 du 30-12-64 portant retrait de la concession Unelco à Lomé;

D E C I D E

Article premier — Est créée une commission chargée de la réception :

1^o— des installations que Unelco doit transférer au gouvernement togolais;

2^o— des stocks en magasins ou en cours de transport.

Art. 2 — La commission sera composée des membres suivants :

— Le ministre des travaux publics ou son représentant: président

Le directeur de la société Unelco ou son représentant: membre .

— Le président du conseil d'administration de la CEET ou son représentant: membre

— Un expert comptable Unelco (membre)

— Le commissaire au compte de la CEET (membre).

Art. 3 — Les travaux de la commission seront sanctionnés par un rapport établi en trois exemplaires.

Art. 4 — La commission commencera ses travaux dès que possible.

Art. 5 — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 6 juin 1965

S. Aquereburu

ARRETE No 1-MTP-Mines du 12 janvier 1965 portant autorisation d'ouverture d'une auto-école à Lomé.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS

ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu le décret n° 63-56 du 14 mai 1963 relatif à la composition du gouvernement, modifié par le décret n° 63-120 du 19 septembre 1963;

Vu l'arrêté n° 429 du 25^e juillet 1938 fixant les modalités d'application dans la République togolaise du décret du 16 juin 1935 rendant applicable au Togo le décret du 21 juin 1934 portant réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation publique;

Vu l'arrêté n° 19-MTP-TP du 8 octobre 1956 portant modification de la composition (des plaques d'identité) des véhicules immatriculés au Togo;

Vu la loi n° 59-9 du 6 janvier 1959 fixant le taux de droits à percevoir pour l'examen de permis de conduire, l'obtention des cartes grises, la visite technique des véhicules et divers ;

Vu le décret n° 63-47 du 2 mai 1963 portant réimmatriculation des véhicules automobiles et engins routiers ;

Vu la demande en date du 18 décembre 1964 adressée par l'agence automobile du Bénin, société à responsabilité limitée (siège social 29, rue du grand marché-Lomé) au ministère des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications ;

Vu le statut de la dite société enregistré le 5 juin 1954 par devant maître César Amorin, notaire à Lomé,

A R R E T E :

Article premier. — L'agence automobile du Bénin est autorisée à ouvrir une auto-école.

Art. 2 — Les véhicules utilisés doivent être munis des dispositions de sécurité tels que la double commande (frein, embrayage).

Art. 3. — L'agence automobile du Bénin est tenue de respecter toutes les réglementations en vigueur et à venir.

Art. 4 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 janvier 1965.

S. Aquereburu

Nominations

N° 785-D-MTP-CFT du 29-12-64 — M. Venault Louis Laurent, chef de district des chemins de fer de l'assistance technique française, rentré de congé et remis à la disposition du ministère des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications par décision n° 871/MFP du 20 novembre 1964, est nommé chef du service voie et bâtiments

M. Bamézon Johannès, sous-inspecteur de classe exceptionnelle, précédemment chef service voie et bâtiments pi., reprend ses fonctions de chef inspection des lignes et adjoint au chef service voie et bâtiments

Les intéressés pourront prétendre, en ces qualités, au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

La dépense afférente est imputable au budget annexe des C.F.T.

La présente décision a effet à compter du 2 novembre 1964.

N° 2-MTP-CFT du 12-1-65 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 84-MTP-CFT-CF du 20 octobre 1958.

M. Koutameh Jean, chef de station principal 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires des chemins de fer du Togo, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, billeteur du personnel des CFT en service sur les lignes en remplacement de M. Atayi Joseph, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon, qui reste détaché au bureau.

M. Koutameh aura droit aux indemnités de billetterie prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1965.

Affectations - Mutations

N° 789-D-MTP-TP du 29-12-64 — M. Moreira Kossi Louis, intégré par arrêté n° 382-MFP du 20 novembre 1964 en qualité d'adjoint technique 1^{er} échelon stagiaire et mis à la disposition du Ministère des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications est affecté à la direction des travaux publics (arrondissement bâtiments), en remplacement de M. Lawson Cyrille, agent de maîtrise, titulaire d'une bourse C.E.E.

Les émoluments de l'intéressé sont imputables sur le chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 1-D-MTP-TP du 6-1-65 — Les agents du service des travaux publics ci-après désignés sont mutés ainsi qu'il suit :

M. Ayivi Antoine, conducteur d'engin 4/B, en service à la subdivision des T.P. Sokodé, est muté à la subdivision routes sud Lomé en remplacement de M. Tabé Dabitché Pierre.

M. Tabé Dabitché Pierre, conducteur d'engin 3/C, en service à la subdivision routes sud Lomé, est muté à la subdivision des T.P. Sokodé.

Les émoluments des intéressés restent imputables sur les crédits fonds travaux.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1965.

N° 5-D-MTP-CFT du 6-1-65 — Les mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel du service des CFT et Wharf :

M. Kloutsé Martin, commis permanent, n° mle 11.361, éch. E éch. 5, en service à la comptabilité-matières, est mis à la disposition du chef du service du wharf en qualité de pointeur, en remplacement de M. Anani Cyprien, appelé à d'autres fonctions. Son salaire est imputable au chapitre 1 — article 5 — paragraphe 2 (WH).

M. Anani Cyprien, commis permanent, n° mle 11.693 éch. D éch. 3, mis provisoirement à la disposition du chef de service du Wharf, est mis à la disposition du chef du service de l'exploitation, en remplacement de M. N'kéessi Thomas appelé à d'autres fonctions.

Son salaire est imputable au chapitre 1 — article 2 — paragraphe 2 (Expl).

M. N'kéessi Thomas, pointeur permanent, n° mle 11.781 éch. C éch. 2, mis provisoirement à la disposition du chef de service de l'exploitation, est mis à la disposition du bureau de la comptabilité-matières, en remplacement de M. Kloutsé Martin affecté au Wharf. Son salaire est imputable au chapitre 1 — article 1 — paragraphe 2 (Services Généraux).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 10-D-MTP-PT du 12-1-65 — M. Leguessin Tchaou, préposé de 1^{re} classe 3^e échelon, précédemment en service au BCTR Lomé, est affecté au bureau de postes de Lama-Kara en remplacement de M. Kpanté Bako Allassani.

Mlle Adam Pauline, agent permanent de 3^e catégorie, échelle A, précédemment en service au bureau de postes de Sokodé, est affectée à Lomé en remplacement de Mme Aourfoh Thérèse, qui reçoit une autre affectation.

Mme Aourfoh Thérèse, agent permanent de 2^e catégorie, échelle A, précédemment en service à la section fil Lomé, est affectée au bureau de postes de Sokodé en remplacement de Mlle Adam Pauline.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1965.

Engagement

N° 15-D-MTP-CFT du 12-1-65 — Les agents dont les noms suivent, qui ont satisfait aux épreuves d'examen professionnel autorisé par lettre n° 3383-MTP du 9 octobre 1964, et organisé le 23 novembre 1964, sont engagés en

qualité de facteurs permanents au réseau des chemins de fer et du wharf (Exploitation), en remplacement numérique de MM. Eklou Joseph et Banamalé B. Justin, facteurs permanents licencié et démissionnaire.

MM. Agbodan Michel, mle 11.812 échelle D échelon 1 — salaire horaire 47 f, 40.

Dangbui Georges, mle 11.813 échelle D échelon 1 — salaire horaire 47 f, 40.

La dépense est imputable au budget annexe CFT (exercice 1964) chapitre 1, article 2, paragraphe 2.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Heures supplémentaires

N° 16-D-MTP-CFT du 12-1-65 — Les agents permanents dont les noms suivent sont autorisés à effectuer des heures supplémentaires pour la préparation du budget annexe CFT et wharf (exercice 1965) :

M. Tounou Albert, dactylographe échelle E échelon 3

Mlle De Souza Véronique, dactylographe échelle D échelon 2

M. Lawson Job, agent permanent 6^e catégorie échelle C

M. Logoui Gérard, employé échelle D échelon 5

M. Akakpo Augustin, employé échelle C échelon 1.

La dépense est imputable au budget annexe des CFT, chapitre 2, article 4, paragraphe 1.

Les chefs des services administratifs et financiers et du bureau de la comptabilité-finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Cessation de fonctions

N° 3-D-MTP-PT du 6-1-65 — Est constatée, pour compter du 30 novembre 1964, la cessation de fonctions de M. Laclé Antoine, agent permanent de 2^e catégorie, échelle A des postes et télécommunications, en service à l'agence comptable de la caisse d'épargne à Lomé.

Pendant toute la durée de sa cessation de fonctions, M. Laclé Antoine n'aura droit à aucun traitement.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

DECISION n° 952-MTAS-FP-ENA du 28 décembre 1964 portant nomination des professeurs de l'Ecole Nationale d'Administration pour l'année scolaire 1964-1965.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 64-136 du 17 septembre 1964 portant organisation de l'école nationale d'administration ;

Sur la proposition du directeur de l'école nationale d'administration,

D E C I D E :

Article premier — Sont nommés professeurs dans les disciplines ci-après, à l'Ecole Nationale d'Administration pour l'année scolaire 1964-1965, les fonctionnaires, agents d'administration et particuliers suivants :

A) Pour la classe de première année

Droit commercial, M. Olympio
Coopération et Mutualité, M. Amédégnato
Droit civil, M. Puech
Economie Politique, M. Tèvi
Géographie générale et régionale, M. Attignon
Législation financière, M. O. Grunitzky
Morale et Education civique, Rde Sœur Claire-Hélène
Géographie humaine et économique du Togo, M. Akakpo-Vizah
Législation du travail, M. Kouassigan
Rédaction administrative, M. Placktor
Organisation et Méthode, M. Placktor
Statistique, M. Freitas
Français, M. J. Perroux
Anglais, M. de Medeiros
Droit constitutionnel, M. G. Grunitzky
Droit administratif, M. Quashie
Comptabilité et Dactylographie, M. Bruce.

B) Pour la classe de deuxième année

Droit commercial, M. Olympio
Coopération et mutualité, M. Amédégnato
Droit civil, M. T. Acouétey
Economie Politique, M. Tèvi
Géographie générale et régionale, M. Attignon
Législation financière, M. E. Mensah
Législation financière spéciale, M. Poimboeuf
Travaux pratiques législation fin., M. Logossou
Education civique, Révérende Sœur Claire-Hélène
Droit social, M. Kouassigan
Sociologie, M. Kouassigan
Rédaction administrative, M. Placktor
Déontologie, M. Placktor
Statistique, Mlle Vlassenko
Français, R.P. Kapuscik
Anglais, M. de Medeiros
Droit constitutionnel, M. G. Grunitzky
Droit administratif, M. Quashie
Droit pénal, M. Aboliviér
Comptabilité et dactylographe, M. Bruce

C) Chargés de conférences hors cours

Problèmes monétaires et financiers, M. Eklou Paulin
Planification et développement économique
M. Akakpo-Vizah
Relations internationales, M. Kouassigan
Conférences pédagogiques, M. Chevalier
Problèmes sanitaires, M. C. Edoth
Travaux pratiques de droit, M. T. Acouétey.

Art. 2. — Ils percevront individuellement, à ce titre, une indemnité horaire et forfaitaire de mille (1.000) francs, pour les cours.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 24, article 9.

Art. 3. — La présente décision qui aura effet pour compter du 1^{er} novembre 1964, sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1964.
O. Pana

Intégration

N° 9-MFP du 11-1-65 — M. Amédomé Afantchao Antoine, titulaire du diplôme d'Etat de docteur en médecine, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin 1^{er} échelon (catégorie A, haute spécialisation, éch. 2) indice 605, nouveau et mis à la disposition du ministre de la santé publique (budget centre national hospitalier).

Une bonification d'ancienneté pour spécialité est accordée de la façon suivante à M. Amédomé :

Certificat d'Etudes Spéciales de pneumo-phthisiologie	3 ans
Etudes de dermato-vénérologie	1 an
Total	4 ans

La situation administrative de M. Amédomé est révisée comme suit :

médecin 1^{er} échelon — A.C. 4 ans, indice 605
2^e échelon — A.C. 2 ans, indice 645
3^e échelon — A.C. néant, indice 685.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Titularisations

N° 14-MFP du 14-1-65 — M. Békété Djobo, préposé 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des douanes, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} mai 1964-A.C. 1 an.

N° 15-MFP du 14-1-65 — M. Gbati Lantan, préposé 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des Douanes, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} septembre 1964 — A.C. 1 an.

Affectations

N° 2-D-MFP du 4-1-65 — M. Peyrodie Michel, professeur nouvellement mis à la disposition du gouvernement de la République togolaise, au titre de l'assistance technique française, et arrivé à Lomé le 9 décembre 1964, est mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 26, article 5).

N° 3-D-MFP du 4-1-65 — Mlle Juliana Jappert, professeur contractuel, nouvellement mise à la disposition du gouvernement togolais au titre de l'assistance Technique Française et arrivée à Lomé le 17 décembre 1964, est mise à la disposition du ministre de l'Education Nationale (budget général, chapitre 26 — article 5).

N° 4-D-MFP du 4-1-65 — M. Monné Roland, magistrat du 2^e grade, 1^{er} groupe, 1^{er} échelon, nouvellement mis à la disposition du gouvernement togolais au titre de l'assistance technique française et arrivé à Lomé le 17 décembre 1964, est mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (budget général, chapitre 16, article 5).

N° 5-D-MFP du 4-1-65 — M. Jaques Lehaire, ingénieur en chef d'agriculture, nouvellement mis à la disposition du gouvernement togolais au titre de l'assistance technique française, et arrivé à Lomé le 16 décembre 1964, est mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (budget général, chapitre 20, article 4).

N° 16-D-MFP du 7-1-65 — M. Pésot Jean, administrateur civil hors classe des finances, nouvellement mis à la disposition du gouvernement togolais au titre de l'assistance technique française, et arrivé à Lomé le 9 décembre 1964, est mis à la disposition du vice-président de la République, ministre des finances, de l'économie et du plan (budget général, chapitre 8, article 4).

N° 18-D-MFP du 9-1-65 — M. Apaloo Samuel, secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, de retour de stage de formation professionnelle et arrivé à Lomé le 16 décembre 1964, est remis à la disposition du ministre des affaires étrangères (budget général, chapitre 12, article 2.).

N° 19-D-MFP du 9-1-65 — M. Stromboni Ange, attaché de la F.O.M. 3^e classe 5^e échelon de l'assistance technique française, de retour de congé, et arrivé à Lomé le 18 décembre 1964, est remis à la disposition du vice-président de la République togolaise, ministre des finances, de l'économie et du plan (budget général, chapitre 8, article 4).

N° 26-D-MFP du 11-1-65 — M. Adinsi Robert, adjoint technique des Eaux et Forêts de 2^e classe 3^e échelon, de retour de stage de formation professionnelle, et arrivé à Lomé le 19 décembre 1964, est remis à la disposition du ministre de l'Economie Rurale (budget général, chapitre 20, article 8).

N° 31-D-MFP du 13-1-65 — M. Gaucher Maurice, magistrat du 2^e grade, 1^{er} groupe, nouvellement mis à la disposition du gouvernement togolais au titre de l'assistance technique française, et arrivé à Lomé le 28 décembre 1964, est mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (budget général, chapitre 16, article 4, paragraphe 2.).

N° 32-D-MFP du 13-1-65 — M. Byll Benjamin, agent d'exploitation de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, est mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice pour servir à la cour d'appel, en remplacement numérique de M. Amégan André, secrétaire d'administration appelé à d'autres fonctions.

Son traitement sera supporté par le budget général (chapitre 16, article 5).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 33-D-MFP du 13-1-65 — M. Alandou Dovi, adjoint administratif 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, remis à la disposition du ministre de la fonction publique suivant décision n° 848-VPR-MFEP-MF du 23 décembre 1964, est mis à la disposition du ministre de l'intérieur.

Son traitement sera supporté par le budget général (chapitre 14, article 2.).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 34-D-MFP du 13-1-65 — M. Pierre d'Haultfoeuille, nouvellement mis à la disposition du gouvernement togolais au titre de l'assistance technique française, et arrivé à Lomé le 19 décembre 1964, est mis à la disposition du Président de la République togolaise. (budget général, chapitre 6, article 2.).

N° 38-D-MFP du 14-1-65 — M. Palanga Grégoire, commis d'administration principal 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale, remis à la disposition du ministre de la fonction publique suivant note de service n° 18-MJ du 18 décembre 1964, est mis à la disposition du ministre de l'intérieur (budget général, chapitre 14, article 5).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Radiations

N° 428-MFP du 31-12-64 — M. Hounsou Guèdè Pascal, gardien de la paix 2^e classe 4^e échelon est, sur sa demande, rayé du corps du personnel de la police du Togo et mis à la disposition du gouvernement de la République du Dahomey.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1965.

N° 955-D-MFP du 30-12-64 — Mme Lawson Denise, infirmière d'Etat, engagée par décision n° 561-MFP du 1^{er} août 1964, est licenciée de son emploi pour abandon de fonctions.

La présente décision a effet pour compter du 31^{er} juillet 1964.

Reprise de fonctions

N° 30-D-MFP du 13-1-65 — Mlle Olympio Evangéline, monitrice de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement, est remise à la disposition du ministre de l'éducation nationale pour compter du 1^{er} janvier 1965.

Le salaire de l'intéressée est imputable au budget général, chapitre 26, article 7.

Rappel d'ancienneté pour services militaires

N° 10-MFP du 12-1-65 — Un rappel d'ancienneté de trois (3) ans pour services militaires est attribué dans leur emploi actuel à chacun des préposés du corps du personnel des douanes dont les noms suivent :

MM. Issa Sébabé, préposé 1^{er} échelon
Yabie Kolani, préposé 1^{er} échelon.

Maintien en disponibilité

N° 427-MFP du 31-12-64 — M. Afutoo Stéphane, préposé de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, placé dans la position de disponibilité sans traitement, est maintenu, sur sa demande, dans cette position pour une nouvelle période d'un (1) an, pour compter du 17 décembre 1964.

N° 1-MFP du 5-1-65 — Mme Quenum Agnès, (née Coco), adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, en service détaché au Dahomey, placée sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement, est maintenue dans cette position pour une nouvelle période de 1 an renouvelable, pour compter du 23 octobre 1964.

Maintien en détachement

N° 5-MFP du 8-1-65 — M. Santos Pedro, adjoint technique principal 2^e échelon du corps des fonctionnaires de la météorologie, placé sur sa demande dans la position de détachement, est maintenu dans cette position pour une nouvelle période de deux (2) ans, à compter du 1^{er} janvier 1965.

Admission à la retraite

N° 3-MFP du 5-1-65 — Est annulé en ce qui concerne M. Agbodjan Prince Alex, instituteur-adjoint de 1^{re} classe 3^e échelon, l'admission à la retraite prononcée par l'arrêté n° 373-MFP du 16 novembre 1964.

N° 4-MFP du 7-1-65 — Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite, pour compter du 1^{er} avril 1965.

Chemins de fer et wharf

MM. Agbodjan François, agent de maîtrise de 1^{er} cl. 1^{er} échelon

Amoussou Boniface, agent de maîtrise de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Lackenah Yékpáyé, agent de maîtrise de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Kouéviakoé Jean, agent de maîtrise de 1^{re} classe, 1^{er} échelon.

N° 6-MFP du 9-1-65 — M. Tékoé Alexandre, secrétaire d'administration principal de 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1965.

N° 8-MFP du 9-1-65 — M. Agbodjan Prince James, médecin-inspecteur de 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 16 avril 1965.

N° 11-MFP du 14-1-65 — M. D'Almeida Léopold, adjoint technique principal 2^e échelon du corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1965.

N° 12-MFP du 14-1-65 — Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1965 :

MM. Accomatchri Laurent Faustin, adjoint technique 1^{re} classe 2^e échelon

Clocuh Paul, agent spécialisé 1^{re} classe 2^e échelon.

N° 13-MFP du 14-1-65 — Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter des dates ci-après :

Ministère des finances

(douanes)

1^{er} avril 1965

Messan Langan Hinouho, brigadier-chef 3^e échelon.

Fahoubo Kabiné, brigadier-chef 3^e échelon

1^{er} juillet 1965

Adjallé Richard, brigadier-chef 3^e échelon.

Absence irrégulière

N° 2-MFP du 5-1-65 — Est constatée l'absence irrégulière de son poste de Mlle Pédanou Julienne, institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel de l'enseignement.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1964.

Additifs — Rectificatifs

ADDITIF du 4-1-65 à la décision n° 87-MFP du 29 janvier 1964 portant passages automatiques d'échelon.

Ajouter :

B — CADRE DES OFFICIERS DE POLICE

Au 4^e échelon du grade d'officier de police de 2^e classe
1-1-64 — N'Soukpoé Alphonse, officier de police 2^e classe 3^e échelon

(Le reste sans changement).

ADDITIF du 9-1-65 à l'arrêté n° 376-MFP du 20 novembre 1964 portant reclassement

Après :

Prince Pierre, médecin en chef 1^{er} échelon, ind. 605, néant.

Ajouter :

Aziabé Andréas, médecin inspecteur 1^{er} échelon, indice 2.350 — 765, néant

(Le reste sans changement).

ADDITIF du 13-1-65 à la décision n° 719-MFP du 8 octobre 1964 portant passage automatique d'échelon

A2 — CADRE DES INGENIEURS D'AGRICULTURE, DES EAUX ET FORETS ET DU CONDITIONNEMENT

Au 3^e échelon du grade d'ingénieur de 2^e cl.

Après :

27-12-64 — Blao Nicolas, A.C. néant, ingénieur 2^e classe 2^e échelon

Ajouter :

11-10-64 — Séma Arouna, A.C. néant, ingénieur 2^e cl. 2^e échelon

(Le reste sans changement)

ADDITIF du 13-1-65 à la décision n° 841-MFP du 3 novembre 1964 portant passage automatique d'échelon

C — CADRE DES INSTITUTEURS-ADJOINTS

Au 2^e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe

Après :

3-11-64 — Kouévi Ayélé Claudine, A.C. néant, institutrice-adjointe 3^e classe 1^{er} échelon

Ajouter :

15-11-64 — Agbodjan Augustin Labité, A.C. 1 an, instituteur-adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

(Le reste sans changement)

RECTIFICATIF du 30-12-64 à l'arrêté n° 318-MFP du 30 septembre 1964 portant reclassement indiciaire.

Au lieu de :

Koffi Omer, dipl. Ing. Agricole de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Grignon — 1-12-63, 8m, 605 — A.C. 8m.

Lire :

Koffi Omer, dipl. Ing. Agricole de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Grignon — 1-12-62, 8m, 605 — A.C. 8m.

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF du 31-12-64 à l'arrêté n° 308-MFP du 10 octobre 1961 portant régularisation de la situation administrative de M. Amégnizin Faustin, secrétaire d'administration

Au lieu de :

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter du 1^{er} juillet 1961.

Lire :

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter du 1^{er} janvier 1960.

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF du 7-1-65 à l'arrêté n° 271-MFP du 1^{er} septembre 1964 portant admission à la retraite

Au lieu de :

Ministère de l'éducation nationale

MM. Bocco Eusèbe, instituteur principal 3^e échelon
Afoutou Maxime, instituteur de 2^e classe 4^e éch.
Johnson Denis, instituteur 2^e classe 4^e échelon
Lawson Grégoire, instituteur de 2^e classe 4^e éch.
Dantsé Linus, moniteur de 1^{re} classe 2^e échelon.

Lire :

Ministère de l'éducation nationale

MM. Bocco Eusèbe, instituteur principal de classe exceptionnelle
Afoutou Maxime, instituteur de 2^e classe 4^e éch.
Johnson Denis, instituteur 2^e classe 4^e échelon
Lawson Grégoire, instituteur de 2^e classe 4^e éch.
Dantsé Linus, moniteur de 1^{re} classe 2^e échelon.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 1-MEN du 4-1-65 portant création de l'inspection primaire de Tsévié.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles, en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 32-E du 18 janvier 1935 organisant l'enseignement officiel au Togo ;

Sur proposition de l'inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement au Togo,

ARRETE :

Article premier — Il est créé dans la région maritime une inspection primaire à Tsévié pour compter du 1^{er} octobre 1964.

Art. 2 — Le ressort de cette nouvelle inspection primaire s'étendra sur les écoles des circonscriptions administratives de Tsévié et Nuatja.

Art. 3 — Les anciennes inspections primaires de Lomé et Atakpamé sont par conséquent amputées des écoles des circonscriptions administratives de Tsévié et Nuatja.

Art. 4 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 janvier 1965

P. Adossama

ARRETE N° 3-MEN du 12-1-65 autorisant l'ouverture d'un cours d'adultes privé laïque au quartier Ellab (Anécho).

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 653-E du 30 novembre 1943 portant réorganisation de l'enseignement privé au Togo ;

Vu la demande du 30 octobre 1964 de M. Ayih Koudji, Pierre, ancien maître de l'enseignement ;

Vu le rapport de l'inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement en date du 4 janvier 1965 et l'avis favorable qu'il a émis,

ARRETE :

Article premier — M. Ayih Koudji Pierre est autorisé à ouvrir un cours d'adultes privé à Anécho dans sa concession sise à Ellab.

Art. 2 — Ce cours d'adultes se limitera à des cours d'initiation aux langues allemande, anglaise, française, égué et éwé.

Art. 3 — Les professeurs autorisés à enseigner sont : MM. Ayih Pierre, sus-nommé, pour les langues locales et le français

Agbogli Amah Henri, pour les langues allemandes

Mensah Fred, pour les langues anglaises.

Art. 4 — Cette autorisation d'ouverture n'implique nullement l'octroi d'une subvention.

Art. 4 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 janvier 1965

P. Adossama

Nominations

N° 5-D-MEN du 13-1-65 — M. Tsévi Chrétien, instituteur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service au cours complémentaire de Badou, est nommé directeur de cet établissement, en remplacement de M. Dantey Tiemothée appelé à d'autres fonctions.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

N° 10-D-MEN du 18-1-65 — M. Kambia Etienne, instituteur bachelier, en service au collège moderne de Sokodé, est nommé surveillant général de cet établissement.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Affectations

N° 4-D-MEN du 9-1-65 — Les affectations suivantes sont prononcées dans le personnel de l'enseignement ;

Byll Antoine, moniteur permanent est affecté à Davié (circonscription de Tsévié)

Gnofam Koffi Ferdinand, moniteur permanent est affecté à Niamtougou (circonscription de Niamtougou)

Mensah Benoît, instituteur-adjoint, précédemment en service à Davié est affecté à Agbanakin (circonscription d'Anécho)

Agbodo Ephrem, instituteur-adjoint, précédemment en service au C. C. Vogan, est affecté au C. C. Sotouboua (circonscription de Sokodé)

Leurs traitements restent imputables au chapitre 26, article 7 du budget général, exercice 1964.

N° 6-D-MEN du 13-1-65 — M. Roger Chemain, professeur contractuel de l'assistance technique française, nouvellement arrivé et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est affecté au Lycée de Lomé en qualité de professeur de Lettres modernes.

La part de rémunération due à M. Chemain par le gouvernement togolais est imputable au budget général, chapitre 26, article 5.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service.

N° 7-D-MEN du 13-1-65 — Mme de Souza Yvette (née Nyngone), institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon de l'enseignement officiel de la République gabonaise, détachée auprès du gouvernement togolais et mise

à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est affectée à l'école de la Marina à Lomé.

La solde de Mme de Souza est imputable au budget général, chapitre 26, article 7.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service.

N° 8-D-MEN du 13-1-65 — M. Amouzou François, professeur certifié 1^{er} échelon stagiaire, nouvellement recruté et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est affecté au collège moderne de Sokodé en qualité de professeur de philosophie et de français.

La rémunération de M. Amouzou est imputable au budget général, chapitre 26, article 5.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Engagements

N° 192-D-MEN du 31-12-64 — M. Adam Derman, est engagé en qualité d'agent permanent de 2^e catégorie échelle A. pour servir au Lycée de Tokoin comme chauffeur.

La dépense est imputable au budget général du Togo, chapitre 26, article 5.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} novembre 1964.

N° 1-D-MEN du 5-1-65 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mme Suzanne Dumas, maîtresse de comptabilité à l'EPCI, et pour compter du 30 septembre 1964, la décision n° 66-MFP du 29 janvier 1964, portant engagement.

Dispense des épreuves écrites du C.A.P.

N° 2-MEN du 6-1-65 — M. Kabraitchouka Claude, ayant obtenu le certificat de fin d'études préparatoires à l'inspection primaire organisé à l'école normale d'instituteurs de Sèvres (France) est dispensé des épreuves écrites en vue de sa candidature au CAP togolais. Il est donc autorisé à subir les épreuves théoriques et pratiques de cet examen.

Le directeur de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Cessation provisoire de fonction

N° 3-D-MEN du 6-1-65 — Est constatée, pour compter du 1^{er} octobre 1964, la cessation provisoire de fonction de Mme Liliane Tessilimi, institutrice d'enseignement ménager qui accompagne en France, son mari, bénéficiaire d'une bourse.

Mme Tessilimi n'aura droit à aucun traitement durant toute cette période d'absence.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 18-12-64 à la décision n° 153-MEN du 1^{er} décembre 1964 portant engagement

Au lieu de :

Gnagniko Koffi

Lire :

Gnagniko Kokou

(Le reste sans changement).

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Nominations-Affectations

N° 172-D-MER-AG du 31-12-64 — Les fonctionnaires et agents du service de l'agriculture ci-après reçoivent les affectations suivantes :

M. Sopoh Clétus, ingénieur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon, chef de la circonscription agricole de Bassari et directeur du centre pilote de Kabou, est nommé chef de la circonscription agricole de Tsévié en remplacement de M. Kloussé Mensah Joseph, admis à la retraite.

M. Agbobli Victor, adjoint technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon en service à la circonscription agricole de Tsévié est affecté à la circonscription agricole de Klouto, en complément d'effectif.

M. Gonçalves Hilaire, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon, de retour de congé administratif, est nommé adjoint au chef de la circonscription agricole de Klouto en remplacement de M. Déckon K. Antoine, qui reçoit une autre affectation.

M. Géraldo Moutairou, adjoint technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon, de retour de stage de formation professionnelle en Chine, est nommé chef p.i. de la circonscription agricole de Nuatja en remplacement de M. Assigbé Louis admis à l'école supérieure internationale de la coopération.

M. Bédou Vincent, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon, adjoint au chef de la circonscription agricole de Tsévié, est nommé adjoint au chef de la circonscription agricole de Bassari en remplacement de M. Agbodjan Thomas qui reçoit une autre affectation.

M. Déckon K. Antoine, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon, adjoint au chef de la circonscription agricole de Klouto, est nommé adjoint au chef de la circonscription agricole de Tsévié en remplacement de M. Bédou Vincent appelé à d'autres fonctions.

M. Bello Amissou, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon, de retour de stage de formation professionnelle en Chine, est nommé adjoint au chef de la circonscription agricole d'Atakpamé en remplacement de M. Agbodjan Alexis, admis à l'école supérieure internationale de la coopération.

M. Agbodjan Thomas, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon, adjoint au chef de la circonscription agricole de Bassari, est affecté à la circonscription agricole de

Sokodé en remplacement de M. Aletchao Aniki qui reçoit une autre affectation.

M. Issifou Amoussa, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon en service à la circonscription agricole de Tsévié, est affecté à la circonscription agricole d'Atakpamé en remplacement de M. Akakpo Noa qui reçoit une autre affectation.

M. Tomety Honoré, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon en service à la circonscription agricole de Lama-Kara (secteur de Pagouda) est affecté à la circonscription agricole d'Akposso en complément d'effectif.

M. Abalodo B. Innocent, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon, de retour de stage de formation professionnelle en Chine, est affecté à la circonscription agricole de Lama-Kara (secteur de Pagouda) en remplacement de M. Tomety Honoré appelé à d'autres fonctions.

M. Saibou Derman, adjoint de 2^e classe 2^e échelon, de retour de stage de formation professionnelle en Chine, est affecté à la circonscription agricole de Dapango en remplacement de M. Assogba Pierre appelé à d'autres fonctions.

M. Assogba Pierre, adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon en service à la circonscription agricole de Dapango, est nommé chef de cultures au centre-pilote de Kabou (circonscription de Bassari) en remplacement de M. Nadjombé Mathieu qui reçoit une autre affectation.

M. Aletchao Aniki, préposé principal de 2^e échelon en service à la circonscription agricole de Sokodé, est affecté à la circonscription agricole de Tsévié en remplacement de M. Issifou Amoussa affecté.

M. Akakpo Noa, surveillant de cultures de 5^e catégorie échelle B en service à la circonscription agricole d'Atakpamé, est affecté à la circonscription agricole de Tsévié en remplacement de M. Sognikin Rigobert qui reçoit une autre affectation.

M. Nadjombé W. Mathieu, surveillant de cultures de 3^e catégorie échelle C, en service au centre-pilote de Kabou, est nommé chef de cultures au centre-pilote de Kandé.

M. Sognikin Rigobert, surveillant de cultures de 1^{re} catégorie échelle D, en service à la circonscription agricole de Tsévié, est affecté à la circonscription agricole d'Anécho en complément d'effectif.

La solde et les accessoires de solde des intéressés demeurent imputables au chapitre 20, article 4 du budget général.

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

Nomination

N° 3-MCIT du 11-1-65 — M. Kpotufé Godwin, attaché d'administration 2^e classe, 1^{er} échelon stagiaire, est nommé contrôleur des prix et stocks.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Affectations

N° 176-D-MSP du 15-12-64 — M. Gauchez Jean, chirurgien contractuel de l'assistance technique française, nouvellement mis à la disposition du ministre de la santé publique, est affecté à l'hôpital de Sokodé (budget général, chapitre 22, article 6).

N° 177-D-MSP du 15-12-64 — Les agents permanents du service des cessions de médicaments aux particuliers dont les noms ci-dessous sont affectés :

A la pharmacie d'approvisionnement de Lomé

M. Amégadjin Siegfried, comptable permanent 5^e catégorie échelle B, précédemment en service à Anécho, en remplacement de M. d'Almeida Emmanuel, appelé à d'autres fonctions.

A la polyclinique de Lomé

M. Ekué André, aide-comptable permanent 3^e catégorie échelle A, précédemment en service à Atakpamé, en remplacement de M. Anthony Reinfried appelé à d'autres fonctions.

A la subdivision sanitaire d'Anécho

M. Anthony Reinfried, comptable permanent 5^e catégorie échelle A, précédemment en service à la polyclinique de Lomé, en remplacement de M. Amégadjin Siegfried muté.

A la subdivision sanitaire de Palimé

M. d'Almeida Emmanuel, comptable permanent 5^e catégorie échelle B, précédemment en service à la pharmacie d'approvisionnement de Lomé, en remplacement de M. Afo Guy appelé à d'autres fonctions.

A la subdivision sanitaire d'Atakpamé

M. Afo Guy, comptable permanent 5^e catégorie échelle A, précédemment en service à Palimé, en remplacement de M. Ekué André muté.

Les dépenses sont imputables au budget général, chapitre 22, article 5 (pharmappro).

La présente décision aura effet pour compter de la date de la mise en route des intéressés.

Absence irrégulière

N° 178-D-MSP du 15-12-64 — Est constatée, pour compter des dates ci-après, l'absence de leurs postes, des agents permanents dont les noms suivent, du service de la pharmacie d'approvisionnement, sous le coup de poursuite judiciaire.

M. Kossi André, agent permanent 4^e catégorie éch. A, le 9-11-64.

M. Amédéhouéno Mensah Afétsé, agent permanent 2^e catégorie échelle A, le 6-11-64.

Pendant toute la durée de leur absence, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 31 mars 1965 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 7 ares 97 centiares, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, à l'ouest et au sud par des rues en projet, à l'est par la famille Kossidjin Zankou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gnrofoun Bruno Kokouvi, ingénieur des eaux et forêts à Lomé, suivant réquisition du 24 septembre 1964, n° 4745.

Le mercredi 31 mars 1965 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 ares 43 centiares, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Anoumou Attisso, au sud par une rue en projet, à l'ouest par Kossidjin Zankou, à l'est par Ayassou Ayawo, Agnès Apaloo et Agbamado Antoine, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Janvier Chango, officier de l'armée nationale togolaise à Lomé, suivant réquisition du 28 septembre 1964, n° 4748.

Le lundi 29 mars 1965 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti ayant la forme d'un trapèze rectangle d'une contenance de 7 ares 87 centiares, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par une rue en projet, à l'ouest et à l'est par le surplus du même terrain, au sud par Ayikpè dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Glikpo Martin, secrétaire d'administration à Lomé suivant réquisition du 1^{er} octobre 1964, n° 4749.

Le mardi 30 mars 1965 à 11 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, de forme rectangulaire d'une contenance de six (6) ares, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Ayikpè Kounou, au sud par Jean Kouami, à l'ouest par une rue en projet, à l'est par Gatiglo Elisabeth dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Apédjinou Christophe, commis des P.T.T. à Lomé suivant réquisition du 9 octobre 1964, n° 4750.

Le lundi 5 avril 1965 à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier

d'une contenance de 1 ha 29 ares 23 centiares, connu sous le nom de Tokoin Akpikamé et borné au nord par Amekou Sodjati et Zandji Djakpa, au sud par Zigah Awougba, à l'est par les héritiers Sroukpo, à l'ouest par le titre foncier n° 5826 appartenant à Gaglo Dagbovie Peter dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Anthony Komi Emile, employé de commerce (U.A.C.) à Lomé suivant réquisition du 20 octobre 1964, n° 4752.

Le lundi 29 mars 1965 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé circonscription administrative de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti ayant une forme rectangulaire d'une contenance de 10 ares 80 centiares, sous le nom de Tokoin et borné au nord par Karkas Kpandessé et Kpassaguida Soga, à l'est par la collectivité Sogah, au sud par une rue en projet, à l'ouest par Ben Têko Aduayom, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Tademana Laurent, militaire à Lomé suivant réquisition du 24 octobre 1964, n° 4753.

Le samedi 3 avril 1965 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè circonscription adm. de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un trapèze d'une contenance de 10 ares 53 centiares, et borné au nord et à l'ouest par Klouvi Yété, au sud et à l'est par des rues en projet dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Doh Faustinus, technicien mécanographe à Lomé suivant réquisition du 26 octobre 1964, n° 4754.

Le lundi 29 mars 1965 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé circ. adm. de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant une forme rectangulaire d'une contenance de 5 ares 40 centiares, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par une rue en projet, au sud par Tademana Laurent, à l'ouest et à l'est par Ben Têko Aduayom dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Karka Kpandessé Jérôme, gendarme à Lomé suivant réquisition du 30 octobre 1964, n° 4756.

Le vendredi 2 avril 1965 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé circonscription administrative de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 2 ares 86 centiares, connu sous le nom de Bassadji et borné au nord par la rue Amemaka Libla, au sud par Akakpo Alphonse, à l'ouest par une rue non dénommée, à l'est par Gnonso Peace Kuamba dont l'immatriculation a été demandée par la dame Massan Francisca Gozan, revendeuse à Lomé suivant réquisition du 31 octobre 1964, n° 4758.

Le jeudi 1^{er} avril 1965 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 2 ares 96 centiares, connu sous le nom de Quartier n° 6 et borné au nord par le titre foncier n° 1964 appartenant à Felicio de Souza, au sud par le Bld. Circulaire, à l'ouest et à l'est par le surplus de la propriété Aku, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Emmanuel Parfait Amegnizin, biologiste à Lomé, suivant réquisition du 2 novembre 1964, n° 4759.

Le samedi 3 avril 1965 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 ares 88 centiares, connu sous le nom de Tokoin Wuiti et borné au nord par une rue en projet, au sud par Guido Savi de Tové et Monique Wilson, à l'ouest par Tossou Samuel Attisso, à l'est par Apedoglo Tognelawo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Henry Messan Dagowa, employé de commerce à la Cie FAO à Lomé, suivant réquisition du 3 novembre 1964, n° 4760.

Le lundi 5 avril 1965, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 08 centiares, connu sous le nom de Tokoin Agbakodomé et borné au nord et à l'est par des rues en projet, au sud par la propriété Dadzie, à l'ouest par Adamah Ayie Godwin, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Vidéglah A. Akouété, mécanicien chauffeur à Lomé, suivant réquisition du 3 novembre 1964, n° 4761.

Le vendredi 2 avril 1965 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant une forme rectangulaire d'une contenance de 5 ares, connu sous le nom de Tokoin Kponou et borné au nord et à l'est par Dogbedjanyi Abou, au sud par le titre foncier n° 5513 à Santos Blaise, à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur François Amados, agent de police à Lomé, suivant réquisition du 6 novembre 1964, n° 4762.

Le samedi 3 avril 1965 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares et 1 centiare, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Koffi Kodjo, au sud par Jackson Ahlidja, à l'ouest par Agnès Doéley, à l'est par l'Avenue du Camp prolongée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Stephan Dos Reis, employé de la maison UAC, à Lomé, suivant réquisition du 10 novembre 1964, n° 4763.

Le lundi 5 avril 1965 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant une forme rectangulaire, d'une contenance de 5 ares 20 centiares, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par une carrière, au sud par une rue en projet, à l'ouest et à l'est par le surplus de la collectivité Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kama Etienne, agent de police à Lomé, suivant réquisition du 10 novembre 1964, n° 4764.

Le jeudi 1^{er} avril 1965, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 are 94 centiares, connu sous le nom de Adoboukomé et borné au nord, au sud et à l'ouest par la collectivité Dadzie, à l'est par la rue de France, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Kossi Dadzie, maître tailleur à Lomé, suivant réquisition du 11 novembre 1964, n° 4765.

Le mardi 30 mars 1965 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 ares 98 centiares, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Ayikpè Konou, au sud et à l'ouest par des rues en projet, à l'est par Goch Akue Spès Jean dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kouami Jean, instituteur à Momé (circonscription administrative d'Anécho) suivant réquisition du 11 novembre 1964, n° 4766.

Le mardi 30 mars 1965 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 5 ares 98 centiares, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Ayikpè Konou, au sud et à l'est par des rues en projet, à l'ouest par Kouami Jean dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Goch Akue Spès Jean, instituteur à Tsévié suivant réquisition du 11 novembre 1964, n° 4767.

Le conservateur de la propriété foncière,
E. K. Dogbé

Récépissés de déclaration d'associations

(du 16-1-65)

Titre de l'association : « Association fraternelle des ressortissants d'Atakpamé »

But : Grouper et maintenir les liens sympathiques entre tous les ressortissants d'Atakpamé résidant à Lomé.

Siège social : Lomé, 55, rue de la somme.

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

(du 1^{er}-2-65)

Titre de l'association : « Union fraternelle des ressortissants de la sous-préfecture d'Abomey »

But : Resserrer les liens fraternels qui unissent ses membres pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

Siège social : Lomé, 49, rue Dadzie

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

(du 1^{er}-2-65)

Titre de l'association : « Jeunesse amicale des ressortissants d'Adangbé »

But : a) Cultiver chez tous les membres l'esprit d'union et de solidarité

b) Favoriser par des contacts périodiques, des échanges culturels entre ses membres

c) Faciliter à tous ses membres le moyen 'de (s'en-
tr'aider dans leurs difficultés matérielles et morales

d) Encourager par des moyens appropriés les paysans
de son pays natal

Siège social : Lomé, 32 rue des Cocotiers

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des mem-
bres du bureau-directeur

(du 28-1-65)

Titre de l'Association : « Fédération de Brusquembille du
Bénin »

But : a) Coiffer toutes les sociétés de brusquembille de Lo-
mé;

b) Consolider et resserrer les liens d'amitié, de fra-
ternité et de solidarité entre tous les membres de
toutes les sociétés ;

c) Venir en aide à toute association matériellement,
moralement et financièrement lors du décès d'un
de ses membres.

Siège Social : Lomé

Pièces annexées à la déclaration : Statuts.

NECROLOGIE

Le Ministre du travail, des affaires sociales et de la
fonction publique a le regret de faire part du décès de
M. Béni Locoh Comlanvi, chef débarcadère de 1^{re} classe
1^{er} échelon des chemins de fer du Togo, survenu le 20 dé-
cembre 1964 à l'hôpital de Tokoin.

